

## POINT DE VUE

# Croissance et services publics, une question d'efficacité

par **Jacques Bely**, président du cabinet BFA Conseil

Pas un jour ne se passe sans une intervention qui évoque le manque de croissance. Si on compare les Etats-Unis et la France sur les dix dernières années, il faut constater un différentiel important. 3,5 % de moyenne pour les Etats-Unis et seulement 2,4 % pour la France. Cet écart de 1,1 point en moyenne, soit plus de 11 % sur la période, donne des marges de manoeuvre existantes d'un côté et absentes de l'autre. Peut-on continuer à faire ce constat, sans essayer d'analyser pourquoi la croissance est si difficile à créer et à entretenir de ce côté-ci de l'Atlantique ?

La croissance est le fruit des actions entreprises par les différents acteurs, en vue d'augmenter le nombre et la valeur des produits ou services qui vont alimenter les échanges entre les acteurs privés ou publics. La croissance n'existe pas à l'état naturel ! Il suffit de regarder les statistiques sur un marché donné pour constater que, par exemple, le téléphone, après s'être développé fortement, a connu une croissance lente pendant des décennies pour démarrer un cycle de croissance forte avec l'arrivée du téléphone mobile. C'est donc l'action des acteurs d'un secteur donné privé ou public qui allouent des ressources, en d'autres termes

qui investissent afin d'entraîner les consommateurs à utiliser plus largement le produit ou service concerné.

### **CE N'EST PAS LE PÉRIMÈTRE DU SERVICE PUBLIC QUI EST EN CAUSE MAIS SON EFFICACITÉ, EN D'AUTRES TERMES SA PRODUCTIVITÉ.**

**Les cancre de la classe.** Ces acteurs peuvent être privés ou publics, cela a finalement peu d'importance, s'il existe une compétition réelle qui soit suffisamment ouverte pour profiter aux différents acteurs et en même temps au consommateur. Ce n'est pas un problème de libéralisme ; sinon on aurait du mal à expliquer la croissance résultant des interventions de l'Etat américain dans l'aéronautique ou l'agriculture par exemple. Le débat sur la croissance n'est donc pas idéologique. Quel est donc le paradoxe français, qui fait que nous sommes toujours parmi les cancre de la classe quand nous rendons notre copie « croissance » ?

Les Français ont fait le choix, confirmé régulièrement, de se doter d'un service public large ! Toutefois, ce n'est pas le périmètre du service Public qui est en cause mais son

efficacité, en d'autres termes sa productivité. Les arbitrages rendus quand il s'agit de fonction publique n'intègrent pas cette dimension. Dès qu'un problème se pose, la question des effectifs est immédiatement évoquée, comme si le nombre d'employés était le seul gage d'efficacité. Cela va jusqu'à nier les sureffectifs quand il est constaté, comme dans la Banque de France actuellement. La noblesse et l'importance des tâches qui sont réalisées par les services publics n'est pas en cause, et nous leur rendons un mauvais service quant à l'image que la fonction publique peut avoir auprès de nos concitoyens. En vingt ans, l'entreprise a évolué et n'a plus rien à voir dans son organisation et ses manières de faire, mais la fonction publique et les différents services publics qui la composent n'ont pas fait la même mutation.

**Sortir du piège.** Cette absence d'efficacité a un coût que l'on retrouve au niveau des prélèvements obligatoires et ce surplus de coût à une conséquence ! Il oblige les entreprises françaises du secteur marchand à surinvestir en productivité. Les ressources n'étant pas extensibles, celles attribuées pour rester performant et résister à une concurrence

de plus en plus forte, ne sont plus là pour animer la croissance. Il s'agit donc bien d'un double paradoxe : la non-prise en compte du paramètre efficacité au niveau des services publics entraîne un besoin de productivité plus grand au niveau du secteur marchand et concurrentiel et diminue l'effort porté à animer la croissance. Ces ressources sont pourtant indispensables pour innover et prendre les risques inhérents au développement d'un nouveau projet. Comment sortir de ce piège qui a pour conséquence d'avoir un des taux de chômage parmi les plus élevés de l'Union européenne ? D'abord, il faut arrêter d'opposer secteur public et secteur marchand ; nous sommes tous un peu responsables de cet état de fait. Ensuite, dans des environnements réputés réfractaires au changement, il ne faut surtout pas aborder le problème dans sa globalité mais essayer de traiter au cas le cas à petite échelle pour montrer que c'est possible. Enfin, pourquoi ne pas créer un centre de recherches adapté au service public qui serait chargé de proposer en permanence des innovations destinées à améliorer l'efficacité de nos services publics...